

PROVINCE DE QUÉBEC  
VILLE DE POINTE-CLAIRE

RÈGLEMENT NUMÉRO PC-2795

---

RÈGLEMENT POURVOYANT À  
L'ADOPTION D'UN CODE D'ÉTHIQUE ET  
DE DÉONTOLOGIE DES ÉLUS DE LA  
VILLE DE POINTE-CLAIRE

---

*En vigueur le 12 octobre 2011*

À LA SÉANCE ORDINAIRE DU CONSEIL DE LA VILLE DE POINTE-CLAIRE TENUE  
À L'HÔTEL DE VILLE, 451, BOULEVARD SAINT-JEAN, POINTE-CLAIRE, QUÉBEC LE  
**3 OCTOBRE 2011 À 19 H 30**

PRESENT: Councillors R. Geller, P. Bissonnette, J. Labbé, A. Iermieri, E. Sztuka,  
J.-P. Grenier, D. Smith, and Morris Trudeau, presided by His Worship  
the Mayor Bill McMurchie, forming a quorum of council.

PARMI LES AFFAIRES TRANSIGÉES LORS DE CETTE SÉANCE,  
IL Y AVAIT:

**RÈGLEMENT NUMÉRO: PC-2795**

**Résolution numéro: 2011-414**

PROPOSÉ PAR LE CONSEILLER TRUDEAU

APPUYÉ PAR LE CONSEILLER BISSONNETTE

ET RÉSOLU:

**ATTENDU QUE** la *Loi sur l'éthique et la déontologie en matière municipale*, entrée en vigueur le 2 décembre 2010, impose aux municipalités locales et aux municipalités régionales de comté dont le préfet est élu au suffrage universel de se doter d'un code d'éthique et de déontologie applicable aux élus municipaux;

**ATTENDU QUE** le conseil de toute municipalité qui n'a pas un tel code conforme aux exigences de la *Loi sur l'éthique et la déontologie en matière municipale* doit l'adopter par règlement au plus tard le 2 décembre 2011;

**ATTENDU QUE** les formalités prévues à la *Loi sur l'éthique et la déontologie en matière municipale* ont été respectées;

**ATTENDU QU'** avis de motion a été donné.

**IL EST PROPOSÉ PAR LE CONSEILLER TRUDEAU,**

**APPUYÉ PAR LE CONSEILLER BISSONNETTE,**

**ET UNANIMEMENT RÉSOLU :**

D'adopter le code d'éthique et de déontologie suivant :

**ARTICLE 1 : TITRE**

Le titre du présent code est : Code d'éthique et de déontologie des élus de la Ville de Pointe-Claire.

**ARTICLE 2 : Application du code**

Le présent code s'applique à tout membre du conseil de la Ville de Pointe-Claire.

**ARTICLE 3 : Buts du code**

Le présent code poursuit les buts suivants :

- 1) Accorder la priorité aux valeurs qui fondent les décisions d'un membre (du) (d'un) conseil de la municipalité et contribuer à une meilleure compréhension des valeurs de la municipalité;
- 2) Instaurer des normes de comportement qui favorisent l'intégration de ces valeurs dans le processus de prise de décision des élus et, de façon générale, dans leur conduite à ce titre;

- 3) Prévenir les conflits éthiques et s'il en survient, aider à les résoudre efficacement et avec discernement;
- 4) Assurer l'application des mesures de contrôle aux manquements déontologiques.

#### **Article 4 : Valeurs de la municipalité**

Les valeurs suivantes servent de guide pour la prise de décision et, de façon générale, la conduite des membres du conseil de la municipalité en leur qualité d'élus, particulièrement lorsque les situations rencontrées ne sont pas explicitement prévues dans le présent code ou par les différentes politiques de la municipalité.

##### **1) L'intégrité**

Tout membre valorise l'honnêteté, la rigueur et la justice.

##### **2) La prudence dans la poursuite de l'intérêt public**

Tout membre assume ses responsabilités face à la mission d'intérêt public qui lui incombe. Dans l'accomplissement de cette mission, il agit avec professionnalisme, ainsi qu'avec vigilance et discernement.

##### **3) Le respect envers les autres membres, les employés de la municipalité et les citoyens**

Tout membre favorise le respect dans les relations humaines. Il a droit à celui-ci et agit avec respect envers l'ensemble des personnes avec lesquelles il traite dans le cadre de ses fonctions.

##### **4) La loyauté envers la municipalité**

Tout membre recherche l'intérêt de la municipalité.

##### **5) La recherche de l'équité**

Tout membre traite chaque personne avec justice et, dans la mesure du possible, en interprétant les lois et règlements en accord avec leur esprit.

##### **6) L'honneur rattaché aux fonctions de membre du conseil**

Tout membre sauvegarde l'honneur rattaché à sa fonction, ce qui présuppose la pratique constante des cinq valeurs précédentes : l'intégrité, la prudence, le respect, la loyauté et l'équité.

## **ARTICLE 5 : Règles de conduite**

### **5.1 Application**

Les règles énoncées au présent article doivent guider la conduite d'un élu à titre de membre du conseil, d'un comité ou d'une commission

- a) de la Ville de Pointe-Claire ou,
- b) d'un autre organisme lorsqu'il y siège en sa qualité de membre du conseil de la municipalité.

### **5.2 Objectifs**

Ces règles ont notamment pour objectifs de prévenir :

1. toute situation où l'intérêt personnel du membre du conseil peut influencer son indépendance de jugement dans l'exercice de ses fonctions;
2. toute situation qui irait à l'encontre des articles 304 et 361 de la *Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités* (L.R.Q., chapitre E-2.2);
3. le favoritisme, la malversation, les abus de confiance ou autres inconduites.

### **5.3 Conflits d'intérêts**

5.3.1 Il est interdit à tout membre d'agir, de tenter d'agir ou d'omettre d'agir de façon à favoriser, dans l'exercice de ses fonctions, ses intérêts personnels ou, d'une manière abusive, ceux de toute autre personne.

5.3.2 Il est interdit à tout membre de se prévaloir de sa fonction pour influencer ou tenter d'influencer la décision d'une autre personne de façon à favoriser ses intérêts personnels ou, d'une manière abusive, ceux de toute autre personne.

Le membre est réputé ne pas contrevenir au présent article lorsqu'il bénéficie des exceptions prévues aux quatrième et cinquième alinéas de l'article 5.3.7.

5.3.3 Il est interdit à tout membre de solliciter, de susciter, d'accepter ou de recevoir, pour lui-même ou pour une autre personne, quelque avantage que ce soit en échange d'une prise de position sur une question dont un conseil, un comité ou une commission dont il est membre peut être saisi.

5.3.4 Il est interdit à tout membre d'accepter tout don, toute marque d'hospitalité ou tout autre avantage, quelle que soit sa valeur, qui peut influencer son indépendance de jugement dans l'exercice de ses fonctions ou qui risque de compromettre son intégrité.

5.3.5 Tout don, toute marque d'hospitalité ou tout autre avantage reçu par un membre du conseil municipal et qui n'est pas de nature purement privée ou visé par l'article 5.3.4 doit, lorsque sa valeur excède 200 \$, faire l'objet, dans les trente jours de sa réception, d'une déclaration écrite par ce membre auprès du greffier

de la municipalité. Cette déclaration doit contenir une description adéquate du don, de la marque d'hospitalité ou de l'avantage reçu, et préciser le nom du donateur ainsi que la date et les circonstances de sa réception. Le greffier tient un registre public de ces déclarations.

5.3.6 Un membre ne doit pas avoir sciemment un intérêt direct ou indirect dans un contrat avec la municipalité ou un organisme visé à l'article 5.1.

Un membre est réputé ne pas avoir un tel intérêt dans les cas suivants :

1<sup>e</sup> le membre a acquis son intérêt par succession ou par donation et y a renoncé ou s'en est départi le plus tôt possible;

2<sup>e</sup> l'intérêt du membre consiste dans la possession d'actions d'une compagnie qu'il ne contrôle pas, dont il n'est ni un administrateur ni un dirigeant et dont il possède moins de 10% des actions émises donnant le droit de vote;

3<sup>e</sup> l'intérêt du membre consiste dans le fait qu'il est membre, administrateur ou dirigeant d'un autre organisme municipal, d'un organisme public au sens de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*, d'un organisme à but non lucratif ou d'un organisme dont la loi prévoit que cette personne doit être membre, administrateur ou dirigeant en tant que membre du conseil de la municipalité ou de l'organisme municipal;

4<sup>e</sup> le contrat a pour objet une rémunération, une allocation, un remboursement de dépenses, un avantage social, un bien ou un service auquel le membre a droit à titre de condition de travail attachée à sa fonction au sein de la municipalité ou de l'organisme municipal;

5<sup>e</sup> le contrat a pour objet la nomination du membre à un poste de fonctionnaire ou d'employé dont l'occupation ne rend pas inéligible son titulaire;

6<sup>e</sup> le contrat a pour objet la fourniture de services offerts de façon générale par la municipalité ou l'organisme municipal;

7<sup>e</sup> le contrat a pour objet la vente ou la location, à des conditions non préférentielles, d'un immeuble;

8<sup>e</sup> le contrat consiste dans des obligations, billets ou autres titres offerts au public par la municipalité ou l'organisme municipal ou dans l'acquisition de ces obligations, billets ou autres titres à des conditions non préférentielles;

9<sup>e</sup> le contrat a pour objet la fourniture de services ou de biens que le membre est obligé de faire en faveur de la municipalité ou de l'organisme municipal en vertu d'une disposition législative ou réglementaire;

10<sup>e</sup> le contrat a pour objet la fourniture d'un bien par la municipalité ou l'organisme municipal et a été conclu avant que le membre n'occupe son poste au sein de la municipalité ou de l'organisme et avant qu'il ne pose sa candidature à ce poste lors de l'élection où il a été élu;

11<sup>e</sup> dans un cas de force majeure, l'intérêt général de la municipalité ou de l'organisme municipal exige que le contrat soit conclu de préférence à tout autre.

5.3.7 Le membre qui est présent à une séance au moment où doit être prise en considération une question dans la quelle il a directement ou indirectement un intérêt pécuniaire particulier doit divulguer la nature générale de cet intérêt, avant le début des délibérations sur cette question. Il doit aussi s'abstenir de participer à ces délibérations, de voter ou de tenter d'influencer le vote sur cette question.

Lorsque la séance n'est pas publique, le membre doit, en plus de ce qui précède, divulguer la nature générale de son intérêt, puis quitter la séance, pour tout le temps que dureront les délibérations et le vote sur cette question.

Lorsque la question à propos de laquelle un membre a un intérêt pécuniaire est prise en considération lors d'une séance à laquelle il est absent, il doit, après avoir pris connaissance de ces délibérations, divulguer la nature générale de son intérêt, dès la première séance à laquelle il est présent après avoir pris connaissance de ce fait.

Le présent article ne s'applique pas dans le cas où l'intérêt du membre consiste dans des rémunérations, des allocations, des remboursements de dépenses, des avantages sociaux ou d'autres conditions de travail attachés à ses fonctions au sein de la municipalité ou de l'organisme municipal.

Il ne s'applique pas non plus dans le cas où l'intérêt est tellement minime que le membre ne peut raisonnablement être influencé par lui.

#### **5.4 Utilisation des ressources de la municipalité :**

Il est interdit à tout membre d'utiliser les ressources de la municipalité ou de tout autre organisme visé à l'article 5.1, à des fins personnelles ou à des fins autres que les activités liées à l'exercice de ses fonctions.

La présente interdiction ne s'applique pas lorsqu'un membre utilise, à des conditions non préférentielles, une ressource mise à la disposition des citoyens.

#### **5.5 Utilisation ou communication de renseignements confidentiels :**

Il est interdit à tout membre d'utiliser, de communiquer, ou de tenter d'utiliser ou de communiquer, tant pendant son mandat qu'après celui-ci, des renseignements obtenus dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions et qui ne sont pas généralement à la disposition du public, pour favoriser ses intérêts personnels ou ceux de toute autre personne.

#### **5.6 Après-mandat**

Dans les douze mois qui suivent la fin de son mandat, il est interdit à un membre d'occuper un poste d'administrateur de dirigeant d'une personne morale, un emploi ou toute autre fonction, de telle sorte que lui-même ou toute autre personne tire un avantage indu de ses fonctions antérieures à titre de membre du conseil de la municipalité.

## **5.7 Abus de confiance et malversation**

Il est interdit à un membre de détourner à son propre usage ou à l'usage d'un tiers un bien appartenant à la municipalité.

## **ARTICLE 6 : Mécanismes de contrôle**

**6.1** Tout manquement à une règle prévue au présent code par un membre du conseil municipal peut entraîner l'imposition des sanctions suivantes :

- 1) La réprimande;
- 2) La remise à la municipalité, dans les trente jours de la décision de la Commission municipale du Québec :
  - a) du don, de la marque d'hospitalité ou de l'avantage reçu ou de la valeur de ceux-ci;
  - b) de tout profit retiré en contravention d'une règle du présent code;
- 3) Le remboursement de toute rémunération, allocation ou autre somme reçue, pour la période qu'a duré le manquement à une règle du présent code, en tant que membre d'un conseil, d'un comité ou d'une commission de la municipalité ou d'un organisme visé à l'article 5.1;
- 4) La suspension du membre du conseil municipal pour une période dont la durée ne peut excéder 90 jours; cette suspension ne peut avoir effet au-delà du jour où prend fin son mandat.

Lorsqu'un membre du conseil municipal est suspendu, il ne peut siéger à aucun conseil, comité ou commission de la municipalité, ou en sa qualité de membre du conseil de la municipalité, d'un autre organisme, ni recevoir une rémunération, une allocation, ou toute autre somme de la municipalité ou d'un tel organisme.

## **ARTICLE 7 : Entrée en vigueur**

Le présent règlement entre en vigueur suivant la Loi.

---

Bill McMurchie, Maire

---

Jean-Denis Jacob, avocat  
Greffier

PROVINCE OF QUEBEC  
CITY OF POINTE-CLAIRE

BY-LAW NUMBER PC-2795

---

BY-LAW RESPECTING THE ADOPTION  
OF A CODE OF ETHICS AND GOOD  
CONDUCT FOR ELECTED MUNICIPAL  
OFFICERS OF THE CITY OF POINTE-  
CLAIRE

---

*In force on October 12, 2011*

AT THE REGULAR MEETING OF THE COUNCIL OF THE CITY OF POINTE-CLAIRE  
HELD AT THE CITY HALL, 451 SAINT-JEAN BOULEVARD, POINTE-CLAIRE,  
QUEBEC, ON **OCTOBER 3, 2011** AT 7:30 P.M.

PRESENT: Councillors R. Geller, P. Bissonnette, J. Labbé, A. Iermieri, E. Sztuka,  
J.-P. Grenier, D. Smith, and Morris Trudeau, presided by His Worship  
the Mayor Bill McMurchie, forming a quorum of council.

AMONGST OTHER BUSINESS TRANSACTED AT SAID MEETING,  
WAS THE FOLLOWING:

**BY-LAW NUMBER: PC-2795**

**Resolution number: 2011-414**

PROPOSED BY COUNCILLOR TRUDEAU

SECONDED BY COUNCILLOR BISSONNETTE

AND RESOLVED

**WHEREAS** the Municipal Ethics and Good Conduct Act (the “Act”), which came into force on December 2, 2010, requires that every local municipality or regional county municipality whose warden is elected by its citizens must have a code of ethics and good conduct which applies to its elected municipal officers;

**WHEREAS** the council of any municipality that does not have a code of ethics and good conduct that meets the requirements of the Act must adopt one not later than December 2, 2011;

**WHEREAS** the formalities contemplated by the Act have been duly complied with; and

**WHEREAS** a notice of motion has been given;

**NOW THEREFORE IT IS MOVED BY COUNCILLOR TRUDEAU,**

**SECONDED BY COUNCILLOR BISSONNETTE,**

**AND UNANIMOUSLY RESOLVED**

**THAT** a Code of Ethics and Good Conduct be adopted as follows:

**SECTION 1: TITRE**

The title of this code is: “Code of Ethics and Good Conduct of Municipal Officers of the City of Pointe-Claire.

**SECTION 2: SCOPE**

This code applies to every council member of the City of Pointe-Claire.

**SECTION 3: PURPOSE OF THIS CODE**

The purposes of this code are as follows:

- 1) To give priority to those values on which individual members of the municipal council base their decisions, and to contribute toward a better understanding of the values of the municipality;
- 2) To establish standards of behaviour which promote these values as being integral to the process of decision making by elected officers, and in their general conduct as well;
- 3) To prevent ethical conflicts and, if they arise, help in resolving them effectively and judiciously;
- 4) To ensure measures to enforce this code are applied in case of any breach of conduct.

**SECTION 4: VALUES OF THE MUNICIPALITY**

The following values shall serve as guides to decision making; to the general conduct of the council members of the municipality in their capacity as elected officials; and particularly when situations are encountered that are not explicitly provided for in this code or in the municipality's various policies.

**1) Integrity**

Members shall promote the values of honesty, rigorousness and justice.

**2) Prudence in pursuit of the public interest**

Members shall endeavour to meet their responsibilities toward the public duties entrusted to them. In fulfilling this mission, they shall act with professionalism, diligence and good judgment.

**3) Respect for other members, municipal employees and citizens**

Members shall promote respect in human relations. They have a right to respect in turn, and shall act respectfully toward all those with whom they have dealings in the course of their official duties.

**4) Loyalty to the municipality**

Members shall work in the best interests of the municipality.

**5) Quest for fairness, equity**

Members shall treat all people justly by acting, as far as possible, in the spirit of the laws and regulations.

**6) Honour attached to the office of council members**

Members shall safeguard the honour of their position, which presupposes constant practice of the five above-mentioned values: integrity, prudence, respect, loyalty and fairness.

**SECTION 5: RULES OF CONDUCT****5.1 Scope**

The rules in this section should guide the conduct of elected officers as members of the council, a committee or commission of:

- a) the City of Pointe-Claire, or
- b) any other body in their capacity as city council members.

## 5.2 Purposes

These rules are intended, in particular, to prevent:

1. Any situation in which council members' private interest might impair their independence of judgment in course of their official duties;
2. Any situation that would be contrary to sections 304 and 361 of the Municipal Elections and Referendums Act (R.S.Q. chapter E-2.2);
3. Favouritism, embezzlement, breach of trust or other misconduct.

## 5.3 Conflict of interest

- 5.3.1 Council members are prohibited from acting, or attempting to act, or omitting to act, in the course of their official duties, so as to further their private interest or improperly further the interest of any other person or persons.
- 5.3.2 Council members are prohibited from using their position to influence or attempt to influence another person's decisions so as to further their private interest or improperly further the interest of any other person or persons.

However, members are not considered to have violated this section when they benefit from the exceptions mentioned in paragraphs 4 and 5 of subsection 5.3.6.

- 5.3.3 Members are prohibited from soliciting, eliciting, accepting or receiving any benefit, whether for themselves or for another person or persons, in exchange for taking a position on a matter that may be brought before a council, committee or commission on which the council member sits.
- 5.3.4 Members are prohibited from accepting any gift, mark of hospitality or other benefit, whatever its value, that might impair their independence of judgment in course of their official duties, or otherwise compromise their integrity.
- 5.3.5 If a council member receives any gift, mark of hospitality or other benefit that is not of a purely private nature or not prohibited under subsection 5.3.4, but that exceeds \$200 in value, the member must file a written disclosure statement with the city clerk within 30 days of receiving the benefit. The disclosure statement must contain an accurate description of the gift, mark of hospitality or benefit received, and states the name of the donor, the date and the circumstances under which it was received. The city clerk shall keep a public register of these disclosure statements.
- 5.3.6 Members may not knowingly have a direct or indirect interest in a contract with the municipality or public body contemplated in section 5.1.

A member is deemed not to have such interest if:

- 1) The member acquires such interest as part of an inheritance or donation, and renounces or disposes of it as soon as possible;

- 2) The member acquires such interest as part of an inheritance or donation, and renounces or disposes of it as soon as possible;
  - 3) The member's interest is based on the fact that he or she is a member, director or officer of another municipal or public body within the meaning of the Access to Public Documents and Protection of Personal Information Act (R.S.Q., chapter A-2.1), a non-profit organization, or an body of which he or she is required by law to be a member, director or officer in his or her capacity as a member of the municipal council or municipal body;
  - 4) The contract is for the member's appointment to an official post or employment which the member is eligible to hold without prejudice to his or her office;
  - 5) The contract is for the member's appointment to an official post or employment which the member is eligible to hold without prejudice to his or her office;
  - 6) The contract is for the delivery of general services provided by the municipality or municipal body;
  - 7) The contract is for the sale or rental of an immovable on non-preferential terms;
  - 8) The contract is in the form of bonds, notes or other public securities offered by the municipality or municipal body, or is for the acquisition of the securities on non-preferential terms;
  - 9) The contract is for services or goods that the member is required by statute or regulation to supply or render to the municipality or municipal entity;
  - 10) The contract is for the supply of goods by the municipality or municipal body and was signed before the member assumed office in the municipality or municipal body, and before he or she entered as a candidate for office or was elected to office;
  - 11) In case of *force majeure*, the general interest of the municipality or municipal body requires that the contract be awarded in preference to all other offers.
- 5.3.7 A council member, who is present at a session when a matter arises in which he or she has a private pecuniary interest, whether directly or indirectly, must disclose the general nature of his or her interest before debate on the matter begins. Interested members must also abstain from taking part in discussion or debate, voting or attempting to influence a vote on the matter.

In a closed session, the member must, in addition to the preceding, disclose the general nature of his or her interest, and then leave the session and remain absent until the matter has been debated and voted upon.

In the matter on which a council member has a pecuniary interest is taken up during a session when the member is absent, the member, once he or she becomes aware that matter is under discussion, must disclose the general nature of his or her interest to the first session at which he or she is present.

This subsection does not apply in cases where the council member's interest consists of remunerations, allowances, reimbursement of expenses, social benefits, goods or services to which the member is entitled as a condition of employment associated with his or her office in the municipality or municipal body;

Nor does it apply in a case where a council member's interest is so small that the member cannot reasonably be expected to be influenced by it.

#### **5.4 Use of municipal resources**

Members are prohibited from using the resources of the municipality or any other body referred to in section 5.1 for personal use or for purposes other than activities related to their official duties.

This prohibition does not apply when a council member uses a resource generally available to citizens, and does so on non-preferential terms.

#### **5.5 Use or communication of confidential information**

Council members must respect the confidentiality of information not generally available to the public but which they have obtained in the course of their official duties. This confidentiality applies both during and after their terms of office, and they are further prohibited from using or communicating, or attempting to use or communicate, such information so as to further their private interests or those of another person or persons.

#### **5.6 After term of office**

During the 12 months after the end of council members' respective terms of office, they are prohibited from serving as a director, officer or senior executive of a corporation, or hold employment or any other position so as to obtain undue benefit for themselves or another person, based on their previous office as municipal council members.

#### **5.7 Breach of trust and embezzlement**

Council members are prohibited from diverting goods belonging to the municipality for their private use or use by a third party.

**SECTION 6: ENFORCEMENT**

**6.1** Any violation of a rule or rules of this Code of Ethics and Good Conduct by a member of a municipal council may result in one or more of the following sanctions:

- 1) A reprimand;
- 2) The delivery to the municipality, within 30 days after the decision of the Commission municipale du Québec, of:
  - a) the gift, mark of hospitality or benefit received, or its equivalent value;
  - b) any profit obtained in violation of a rule or rules of this code;
- 3) Repayment of the remuneration, allowance or other amounts received as a member of a municipal council, committee or commission, or as a member of a body contemplated in section 5.1, while the violation of the rule or rules continued;
- 4) Suspension of the municipal council member for a period of up to 90 days and not exceeding the expiry date of the member's term of office.

When suspended, a municipal council member may not sit on any council, committee or commission of the municipality, or on any other body in his or her capacity as a municipal council member; nor receive any remuneration, allowance or other amounts from the municipality or such body.

**SECTION 7: ENTRY INTO FORCE**

This regulation shall come into force according to the relevant provisions of the Act.

---

Bill McMurchie, Mayor

---

Jean-Denis Jacob, Lawyer  
City Clerk